



COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Pour diffusion immédiate

IPERGAY : n'avez pas leur pilule, demandez plutôt la PrEP en continu.

Montréal, le 30 novembre 2012 - D'ici quelques semaines, l'étude IPERGAY commencera le recrutement d'hommes cisgenres gais séronégatifs montréalais pour tester un nouveau moyen de prévention, la prophylaxie pré-exposition (PrEP) prise de manière sporadique (« PrEP intermittente prise à la demande »). Alors que cet essai clinique est vivement critiqué en France, les chercheurs et le lobby pharmaceutique tentent d'imposer à Montréal une étude faite sous placebo qui risque d'entraîner des contaminations au VIH injustifiées chez les cobayes qui s'y soumettront. À la suite de Warning- Paris et Montréal¹, PolitiQ – queers solidaires dénonce les tentatives de tester à rabais la PrEP intermittente et encourage tous les gais qui voudront participer à l'étude à exiger des médecins et conseillers qui les suivront une prophylaxie pré-exposition en continu comme moyen de réduire efficacement le risque de contamination VIH. La façon dont le tout est mené semble également compromettre l'autonomie des groupes communautaires québécois impliqués dans l'étude, qui semblent être pris en otage et incapables de se positionner publiquement face à un lobby scientifique avide de publications prestigieuses.

La PrEP est un nouvel outil de prévention qui consiste à donner des anti-rétroviraux à des personnes séronégatives avant, pendant et après qu'elles aient des rapports sexuels sans condom afin d'éviter la contamination au VIH/sida. On sait grâce à l'étude iPrEx que l'usage de Truvada en continu (c.-à-d. pris comme tout traitement anti-rétroviral sur une base quotidienne) fonctionne. Cependant, le manque d'adhérence (la régularité à laquelle une personne prend ses pilules) diminue l'efficacité de cette méthode. C'est pourquoi IPERGAY veut tester l'utilisation sporadique du médicament afin qu'elle puisse davantage coller à la réalité des hommes gais qui ont des relations « à risque ». Par exemple, pour des gais qui feraient le party la fin de semaine, il suffirait de prendre deux pilules le vendredi et une à toutes les 24 heures jusqu'après le dernier rapport sexuel. Si elle s'avérait efficace, cette utilisation de Truvada donnerait une option supplémentaire pour permettre aux personnes qui n'arrivent pas à porter le condom en toute occasion de mieux se protéger. Cette option pourrait être très intéressante pour plusieurs, bien qu'il faudrait alors se questionner sur les coûts et l'accessibilité d'un tel outil (qui ne remplacerait pas le condom comme moyen de prévention de première ligne, mais qui viendrait s'y ajouter pour les « personnes à haut risque d'infection VIH », c.-à-d. forte prévalence communautaire).

Cependant, dans sa version actuelle, l'étude IPERGAY prévoit utiliser un placebo afin de minimiser ses coûts et d'obtenir des résultats plus apparents et surtout plus rapidement (les études randomisées avec placebo autorisant un échantillon plus petit tout en ayant des résultats statistiques significatifs). Cela veut dire que certains hommes se feront donner des pilules de sucres plutôt qu'un moyen de se protéger du VIH/sida. Des membres du comité associatif de l'antenne française, composée de groupes communautaires, ont indiqué majoritairement que considérant l'état des connaissances scientifiques actuelles, l'utilisation du placebo était injustifiée et inéthique. Elle met à risque les personnes qui prendront part à l'étude. D'autres possibilités existent, dont celle de comparer la PrEP en continu avec la PrEP sporadique, comme les essais en vie réelle, débutés aux États-Unis ou au Brésil.

Face à ce constat, Warning s'est retiré du comité associatif en France. Au Québec, IPERGAY se targue que « des représentants de la communauté participent directement à la mise en œuvre de l'étude et seront consultés à tous les stades du projet »². C'est dire que les groupes sont cooptés pour légitimer la méthodologie proposée. En réalité, cette étude n'a aucunement l'allure d'un projet fait par et pour la communauté, et ce triplement : 1) les sujets n'y ont qu'un avantage marginal à y participer, 2) les organismes communautaires qui se prêteraient à collaborer n'en retireront aucune ressource supplémentaire directe alors que 3) l'étude ne vise qu'à prouver l'efficacité de son concept sur le dos des sujets qui y sont inscrits. Il s'agit d'un recul des mouvements VIH/sida qui avaient, à l'époque d'Act Up New York, pu forcé la révision des protocoles d'essais cliniques en fonction du besoin des malades.

1) Lors d'une rencontre d'information organisée le 21 novembre dernier, les chercheurs ont voulu justifier leur méthode. Leur argument en faveur du placebo tient au fait que les participants se verront donner de nombreux conseils motivationnels sur les stratégies de prévention du VIH et se verront remettre condoms et lubrifiants. Rien d'exceptionnel : il s'agit là du standard minimum à tout essai thérapeutique selon les protocoles éthiques les plus récents de l'ONUSIDA. Comme tous sauront qu'ils peuvent avoir un placebo, les chercheurs pensent que les sujets ne prendront pas davantage de risques. Mais si ces hommes

1 Voir le communiqué de Warning « L'essai ANRS-Ipergay doit être interrompu : La prévention française est en pleine confusion » disponible au <http://www.thewarning.info/spip.php?article372>

2 Citation tirée de la fiche de présentation de l'étude

qui prennent déjà des risques (puisque c'est le critère sur lequel ils seront recrutés) n'ont pas accès à un moyen supplémentaire de se protéger, quel est pour eux le bénéfice d'aller se taper à répétition des séances leur disant d'utiliser des stratégies qu'ils n'utilisent déjà pas ou du moins pas de manière consistante ?

2) Aujourd'hui, les groupes communautaires sont pris face à cette machine qui ne reculera pas. Les organismes VIH/sida ont développé toute une capacité critique qu'il est dommage de voir fondre face aux politiques néo-libérales qui les assujettissent chaque année davantage. Seront-ils bientôt réduits à des exécutants et des recruteurs pour des études problématiques comme celle-ci ? Après tout, cette étude est pilotée par la directrice du Laboratoire de Santé Publique du Québec. PolitiQ demande aux groupes communautaires LGBT et VIH/sida de ne pas s'impliquer dans la promotion de l'étude sous sa forme actuelle sans qu'ils aient pris le temps d'émettre un communiqué clair exprimant leur position sur l'utilisation des placebos dans l'état actuel des connaissances sur le VIH/sida. Qu'y gagnent-ils après tout, puisque les sommes colossales investies ne leur serviront nullement ? Nous demandons également que les individus intéressés à prendre part à cette étude soient informés qu'il leur est possible d'accéder à la PrEP en continu comme alternative. La stratégie de la PrEP en continu comme mode de prévention est déjà utilisée de manière informelle par certains médecins québécois, alors qu'aux États-Unis, la FDA a explicitement approuvé l'utilisation du Truvada dans cet usage.

3) Si PolitiQ reconnaît l'avantage que pourrait représenter une PrEP occasionnelle, le savoir n'a pas à s'acquiescer sur le dos des populations. Certes, d'autres méthodes que le placebo nécessiteraient davantage de ressources et auraient des résultats moins évidents ou obtenus moins rapidement. Il a également été avancé lors de la rencontre du 21 novembre que, considérant le petit échantillon recherché pour l'étude (400 personnes) et le nombre total de séroconversions annuelles recensées au Québec, l'étude n'en recouperait qu'une faible proportion. Cela amène la question : « à combien de séroconversions sommes-nous prêt.e.s à participer dans le but d'étayer le savoir scientifique ? » La réponse est évidente : aucune ne devrait être nécessaire. Nous ne sommes prêt.e.s à porter atteinte à la santé d'aucune personne au profit d'intérêts économiques ou de renommée.

Nous reconnaissons cependant que notre société est privilégiée. Pour la plupart des personnes blanches canadiennes de classe moyenne, une contamination au VIH/sida est ici l'équivalent d'une maladie chronique plutôt qu'un synonyme de mort. Dans le passé, les personnes infectées dans le cadre de telles études menées dans des pays en voie de développement ne recevaient aucun soin des entités qui avaient mené les études, alors qu'ici, les personnes infectées dans le cadre de cette étude se verraient payer des médicaments et les services de santé. Il vaut mieux nous utiliser comme cobayes plutôt que de rejeter des études de ce genre dans des pays en voie de développement où les sujets infectés sont certainement moins bien traités qu'ici et ont encore moins de pouvoir pour contester des conditions inacceptables. Mais cette réalité ne justifie pas de traiter la séroconversion potentielle de participants de façon cavalière dans le simple but d'avancer la science à rabais.

- 30 -

PolitiQ – queers solidaires est un collectif visant à ouvrir des espaces de discussions et de débats sur les enjeux politiques entourant les sexualités et les genres. Nos principaux dossiers concernent la décriminalisation de l'exposition au VIH, la décriminalisation du travail du sexe, la lutte à l'hétérosexisme et la visibilité des enjeux trans.

Pour toute question ou entrevue :

PolitiQ – queers solidaires
www.politiq.info
info.politiq@gmail.com